EXCISION
ET MAINTENANT LES ADOLESCENTES...

On croyait cette barbarie en voie de disparition. Du moins en France. On s'aperçoit, vingt ans après les campagnes de sensibilisation et les mesures punitives, que ce ne sont plus des fillettes de moins de 6 ans mais des jeunes filles qui, lors d'un séjour au pays d'origine de leurs parents. se retrouvent mutilées. Des médecins, avocates, sociologues tentent d'alerter les autorités et de mobiliser les écoles, mais les réponses sont gravement insuffisantes. Courageuses, des jeunes filles françaises témoignent.

PAR **DAPHNÉ MONGIBEAUX**

Des combattantes infatigables : le Dr Emmanuelle Piet (à g.) et Me Linda Weil-Curiel.

Depuis la rentrée des classes, des fillettes et des adolescentes manquent à l'appel. Elles devaient entrer en sixième ou en seconde, mais elles ont quitté les bancs de l'école et n'y retourneront sûrement jamais. Envoyées dans le pays d'origine de leurs parents l'été dernier en raison d'une grand-mère malade, d'une grande fête en leur honneur ou simplement pour visiter leur famille, elles reviendront d'ici trois ans souvent excisées, mariées de force et enceintes.

« Ces filles ont grandi en s'identifiant aux princesses de Disney. Elles débarquent dans des villages parfois sans eau ni électricité et se voient confinées aux tâches domestiques », explique Isabelle Gillette-Faye, sociologue et présidente du Gams (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles) . Sans être averties de ce qui les attend, elles sont conduites chez l'exciseuse par un membre de leur famille, parfois la veille du mariage, parfois à l'insu de leurs propres parents. Allongées sur un pagne, les quatre membres immobilisés, on leur coupe ce qu'elles ont de plus intime, le clitoris, et parfois les petites et grandes lèvres. Sans anesthésie, avec une lame de couteau, de rasoir ou un tesson de bouteille. Elles auront beau hurler à la mort, elles tairont ensuite toute leur vie cette coupure qui fera d'elles des filles « à moitié femmes ». Pour leurs mari, père et grands-pères, ce traumatisme préservera pourtant leur virginité prénuptiale et garantira leur fidélité conjugale en réduisant leur libido.

En 2012, quand l'Onu a décrété l'excision « violation des droits fondamentaux des femmes », on croyait cette pratique sexiste en voie de recul. **En 2016, l'Unicef a revu ses chiffres à la hausse : les mutilations sexuelles féminines touchent aujourd'hui 200 millions de femmes dans le monde et sont pratiquées en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique du Sud et même au Daghestan en Russie.**

En France, en 2004, environ 53 000 femmes résidant dans l'Hexagone avaient subi l'excision, d'après l'Insee. Un chiffre bien en deçà de la réalité, selon les associations. Les pouvoirs publics ne se donnent pas la peine de réactualiser cette donnée vieillissante ; pas même dans la très attendue enquête Virage sur les « violences subies et les rapports de genre » soutenue par le ministère des Droits des femmes et qui paraîtra fin 2018.

Pourtant, en 2009, l'Ined avançait, dans son enquête « Excision et handicap (ExH) », que trois fillettes sur dix dont les parents sont originaires de régions pratiquant l'excision étaient menacées par cette pratique en cas de retour au pays. Il s'agit surtout des familles originaires de l'ancien empire Mandé, situé entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. « Mais, en France comme ailleurs, les flux migratoires se diversifient et on voit de plus en plus de filles menacées dont les parents viennent d'Afrique de l'Est, d'Egypte ou d'Indonésie, s'affole Isabelle Gillette-Faye. La pratique clandestine sur le territoire français serait exceptionnelle mais pas exclue. Nous avons récemment empêché deux adolescentes d'origine égyptienne de monter dans le train en partance pour Londres où elles avaient rendez-vous dans un hôpital pour se faire exciser », ajoute-t-elle. Pis, en 2013, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) alertait les autorités françaises : les victimes ne sont plus les petites filles de moins de 6 ans, désormais ce sont les adolescentes.

Mais la mobilisation s'essouffle. Et Me Linda Weil-Curiel est en colère. Depuis 1982, l'avocate a plaidé dans une quarantaine de procès d'excision et constate un profond malaise. « S'il s'agissait de gamines blondes aux yeux bleus sans clitoris, tout le monde serait traumatisé, non ? répète-t-elle avec véhémence depuis une trentaine d'années. Au début de ma carrière, les magistrats renvoyaient ces dossiers d'un revers de manche en disant qu'il s'agissait d'une pratique culturelle concernant quelques balayeurs de rue… Je crois qu'aujourd'hui on a peur de remuer des histoires douloureuses liées à la colonisation. »

Dans les années 1980, les grands procès d'excision très médiatisés avaient permis de faire reculer la pratique. Qualifiée de « crime », l'excision est alors sanctionnée par 15 ans d'emprisonnement, 150 000 euros d'amende et les parents sont reconnus complices même si leur fille est excisée à l'étranger.

La compagne de lutte de l'avocate, Emmanuelle Piet, médecin de Protection maternelle et infantile (PMI) et responsable des centres de planification de la Seine-Saint-Denis, se souvient : « A la fin des années 1990, on criait victoire. On ne voyait plus de petites filles excisées lors des examens obligatoires des organes génitaux dans les centres de PMI. Les mères nous disaient qu'elles voulaient arrêter ça. **Maintenant, on se rend compte que des parents ont adapté leur stratégie en reportant l'intervention.** » L'enquête de l'Ined montre en effet une évolution. Au début des années 1980, 70 % des fillettes dont les parents étaient originaires de pays pratiquant les mutilations sexuelles étaient excisées ou risquaient de l'être. Au début des années 2000, seulement 11 % d'entre elles l'étaient et trois sur dix risquaient donc de l'être. Huit ans après cette enquête, impossible de savoir combien de filles ont été excisées…

« Si ces filles étaient blondes aux yeux bleus, on serait traumatisé »

Me Linda Weil-Curiel

Le Dr Piet, qui prendra sa retraite dans quelques mois, ne désarme pas. Il faut multiplier les signalements, selon elle. Le personnel médical, en première ligne, est en effet dans l'obligation de signaler à la justice les mineures victimes ou menacées de mutilation sexuelle sans que leur soit opposé le respect du secret médical. « Cette méthode pratiquée par les médecins de PMI en Seine-Saint-Denis a largement participé à l'éradication de la pratique chez les petites filles de moins de 6 ans », souligne-t-elle. A cet effet, le ministère des Droits des femmes a établi en février 2016 une brochure à destination des praticiens.

La Commission européenne a également lancé le 6 février une plateforme de formation en ligne pour des personnels de santé européens afin de les aider à identifier et à accompagner les femmes mutilées.

Mais la Grande-Bretagne fait mieux: depuis 2014, elle oblige les hôpitaux à tenir à jour des statistiques sur les mutilations sexuelles féminines, afin de mieux lutter contre le problème. A Paris, le parquet des mineurs et l'unité médico-judiciaire – qui délivrent des certificats d'excision – restent muets. Selon les personnels médicaux, associatifs et travailleurs sociaux, les signalements seraient rarissimes et non suivis d'effet. **«Il est délicat pour un gynécologue-obstétricien venant d'accoucher une adolescente mutilée de l'exposer ainsi et de mettre en cause ses parents»,** justifie Ghada Hatem, gynécologue et directrice de la Maison des femmes à Saint-Denis. Pour autant, elle veut continuer de répertorier les cas comme elle l'a initié à l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis. Les médecins estiment que 14 femmes sur 100 ayant accouché dans cet établissement (qui réalise environ 4600 accouchements chaque année) ont subi l'excision. Ce qui représente environ 700 femmes par an. C'est énorme.

Au-delà de la souffrance et du choc subis par les femmes victimes, les mutilations sexuelles peuvent entraîner la mort par hémorragie, des infections, des lésions traumatiques des organes voisins, la stérilité, des difficultés menstruelles, des douleurs durant les rapports et bien sûr des problèmes pendant la grossesse, sans parler des déchirures à l'accouchement. « Quand ces filles reviennent en France pour accoucher, accompagnées souvent du mari, elles sont traumatisées et terrorisées. Elles ne savent plus lire ni écrire. Elles ont grandi en France, mais on pourrait les prendre pour des primo-arrivantes. C'est vertigineux », raconte Isabelle Gillette-Faye qui s'est entretenue avec plusieurs d'entre elles. « Enclencher la machine judiciaire dans un contexte aussi sensible n'est *(Suite page 124)*

HALIMATA FOFANA "L'EXCISION EST UN VIOL"

Ecrivain, auteure de « Mariama, l'écorchée vive », Halimata Fofana, 35 ans, a grandi dans un HLM à Longjumeau (91). Elle a été excisée à l'âge de 5 ans, lors de vacances au Sénégal, pays d'origine de sa mère.

Paris Match. Vous dites que la France vous a délaissée. Pourquoi?

Halimata Fofana. Parce qu'on a laissé faire. Avant de partir au Sénégal, je me souviens d'avoir été examinée par un médecin de la PMI de Longjumeau (91). Il a vu que j'étais entière. Quand je suis revenue, il a vu, mais il n'a rien dit. A l'école, on voyait une petite fille marcher en biais ou les jambes écartées. Pas un adulte ne se posait de questions. Mais heureusement l'école française m'a permis de m'extirper du chemin qui m'était tracé. Et je suis très reconnaissante envers la France pour ça.

L'école était pourtant pour vous un lieu de tiraillements extrêmes...

Comme beaucoup d'enfants nés en France de parents immigrés, j'ai souffert des contradictions qu'il pouvait y avoir entre le discours des enseignants qui promouvaient l'égalité hommes-femmes et la réalité des traditions qui s'imposaient chez moi où j'étais reléguée aux tâches domestiques. J'étais déchirée, perdue. Et quand vous vous baladez dans la rue ou que vous ouvrez un magazine vantant les prouesses des femmes dans leur vie intime ou professionnelle, vous ne vous sentez pas comme les autres. Vous vous dites : je suis à moitié femme.

Dès l'enfance, l'excision a enclenché ce processus?

L'excision est un viol. Quelqu'un a mis sa main dans ce que j'ai de plus intime et en a retiré quelque chose. Après ça, votre corps ne vous appartient plus et il n'y a plus de limites à la violence. L'excision est possible quand l'environnement est propice. Elle fait entrer les filles dans le moule du mariage. Le mari et la famille sont assurés de la virginité de la fille et, si vous êtes mariée avec un homme polygame qui ne pourrait pas satisfaire toutes ses femmes, cela lui assure sa tranquillité. Tout est réfléchi. C'est un outil d'aliénation bien que, je le rappelle, l'excision n'est préconisée dans aucun texte religieux.

Pourquoi vos parents, installés en France depuis une dizaine d'années avant votre naissance, ont-ils maintenu cette tradition sexiste et violente?

Quitter son pays est une déchirure. Vous laissez derrière vous votre famille, vos amis, vos repères, votre statut. Quand mes parents sont arrivés, ils n'étaient plus rien. Ils ne savaient ni lire ni écrire, mais ils n'ont pas laissé leur bagage culturel à l'aéroport. Alors, vous vous raccrochez à ce qui vous reste : votre identité, vos traditions. Et l'excision en fait partie. Certains parents, dont les filles sont nées en France, restent attachés à cette tradition, alors même qu'elle disparaît dans leur village d'origine.

Avez-vous gardé de bons rapports avec votre famille après la publication de votre livre?

Ma mère a reconnu son erreur et a regretté ce qu'elle nous a fait subir à moi et à mes sœurs. J'ai compris qu'elle pensait bien faire et je lui ai pardonné. J'ai reçu aussi quelques menaces, mais ça c'est le jeu.

Briser un tel tabou demande beaucoup de courage, d'où vous vient-il?

De Céline Dion! Cette femme m'a sauvée et je souhaite de tout cœur la rencontrer. C'est en écoutant ses chansons que j'ai aspiré à un avenir meilleur. La lecture m'a aussi permis de nourrir mon grand besoin de beauté. Je porte la trace de l'ignorance ; ce sont les livres qui me permettent de m'humaniser. Depuis la parution de mon livre, je reçois beaucoup de courriers de femmes qui se reconnaissent dans mon personnage, excisées et tiraillées entre deux mondes. Certaines m'ont parlé de leur excision alors même qu'elles n'en ont jamais parlé à leur mari. Des hommes, aussi, m'ont dit merci et cela me donne beaucoup d'espoir. ■

Scannez le QR code et découvrez l'entretien.

Interview Daphné Mongibeaux.

« Mariama, l'écorchée vive », par Halimata Fofana, éd. Karthala.

pas aisé », plaide également Nathalie Marinier, directrice du Planning familial à Paris. Prudente, elle ajoute qu'elle rencontre également des adolescentes excisées venues demander un contraceptif à l'insu de leurs parents.

Alors, pour elle, la prévention à l'école est indispensable. Plusieurs fois par an, le Planning familial intervient dans les établissements pour discuter sexualité avec collégiens et lycéens. Lors de ces échanges, les filles sont généralement prises à part pour permettre aux langues de se délier. Certaines parlent d'une « amie », d'une « cousine lointaine » qui a été excisée ou qui partira bientôt au pays d'origine des parents… « On profite de ce moment pour parler des conséquences, des mesures de protection comme l'interdiction de sortie du territoire pour une jeune fille menacée. » Puis Nathalie Marinier ajoute, inquiète : **« Récemment, il nous est arrivé d'entendre des jeunes filles revendiquer leur "droit" d'être excisées comme signe d'appartenance à une communauté. Cela nous a d'autant plus déstabilisées qu'elles utilisaient nos slogans féministes en parlant de "choix" ! »**

Pour Nathalie Marinier, la médecine scolaire aurait un rôle important à jouer. « Hélas, les effectifs de médecins scolaires ont été divisés par deux en dix ans, alors comment trouveraient-ils le temps de dialoguer avec ces filles ? Quant à pratiquer un examen génital, c'est impensable », déplore-t-elle. D'ailleurs, la crise de l'enseignement est telle que les écoles préfèrent ne pas signaler les disparitions d'élèves à l'entrée au collège ou au lycée, de peur de voir leur effectif d'enseignants baisser.

Sujet tabou dans les familles, l'excision est un thème « d'autant plus difficile à évoquer auprès de ces jeunes filles quand on est une femme blanche, explique Nathalie Marinier. Cette question devrait évidemment être abordée par des femmes issues de la diaspora, qui ont plus de légitimité. Nous sommes prêtes à les aider. Elles sont, hélas, très rares à en parler… ». Se rebeller, mettre en cause ses parents, leurs traditions, exposer son intimité, dépasser la honte, renouer avec son corps, comprendre et accepter sont déjà des épreuves difficiles et parfois risquées pour les femmes excisées dans leur enfance. Alors qu'en sera-t-il de ces adolescentes excisées pendant la période critique de la puberté ? ■ Daphné Mongibeaux

POUR EN PARLER
Tél. : 119
Toutes les infos sur : alerte-excision.fr et excisionparlonsen.org
Un « chat » à destination des adolescentes sur le site de l'association En avant toute(s) : enavanttoutes.fr/

Marie*, 20 ans
"Je refuse d'être soumise comme ma mère"

J'ai été excisée à 9 ans en Guinée, avec ma sœur aînée qui avait 14 ans à l'époque. Je crois que ma sœur avait été prévenue par une cousine de ce qui nous attendait ; moi, je ne savais rien. Ça s'est passé chez ma grand-mère paternelle où nous étions en vacances. Là, une femme est venue. Elle a demandé à ma tante de faire entrer ma sœur. J'attendais dans le jardin avec ma mère que j'ai soudain sentie très triste et inquiète. Quand ma tante m'a demandé d'entrer, j'ai vu ma sœur assise contre un mur, tétanisée, l'entrejambe ensanglanté.

Nous ne parlons jamais de cet événement avec ma sœur, mais je pense que, comme moi, elle ne s'est pas débattue longtemps. Quand votre famille vous maintient, que votre mère qui vous aime n'est pas loin, vous finissez par vous laisser faire, vous pensez qu'on fait ça pour votre bien… Ensuite, c'est le trou noir. Je me souviens m'être réveillée sur un lit, ma famille venait me féliciter d'être devenue "une femme". Je ne savais pas ce que ça signifiait mais je les croyais. A 13 ans, j'ai découvert en cours d'histoire que ce que j'avais subi était "un crime". Ma mère s'est excusée. Je crois qu'elle a une position ambiguë vis-à-vis des traditions. Elle souhaite que nous ayons un emploi pour être indépendantes, ma sœur et moi, mais, avec mon père, elle envisage de nous proposer des hommes en mariage. Moi, je souhaite avoir recours à une chirurgie réparatrice, être amoureuse et libre. Je ne veux pas être soumise. Je ferai lire cet article à mes parents en espérant qu'ils me comprennent. Ma mère n'a pas eu la force de se battre pour ses droits ; alors je le fais pour moi, et pour elle. Un jour, je reviendrai en Guinée, mais cette fois ce sera pour des "vacances engagées". D.M.

** Le prénom a été changé.*

MUTILATIONS SEXUELLES FÉMININES : DES OUTILS POUR INFORMER

Les victimes sont très souvent confrontées au silence du personnel médical ou, au contraire, sont maladroitement questionnées sur cet épisode douloureux. C'est le constat de douze associations européennes qui se sont alliées pour lancer la plateforme informative United to End FGM (Ensemble pour en finir avec les mutilations génitales féminines), **uefgm.org,** cofinancée par la Commission européenne. Ce site Internet, lancé le 6 février dernier, délivre des cours en ligne gratuits et des conseils aux professionnels en contact avec des femmes et fillettes victimes de mutilations sexuelles – soit environ 500 000 personnes – ou menacées de l'être vivant dans l'Union européenne.

Traduit en neuf langues, cet outil aborde avec exhaustivité de nombreuses thématiques (santé, asile, police et loi, services sociaux et protection de l'enfance, éducation, médias…) et encourage la multiplication des signalements comme mesure de protection.

L'association française Excision, parlons-en !, qui a participé au projet, lance également ce mois-ci une campagne de sensibilisation à destination des adolescents sur les réseaux sociaux, « Alerte excision ». « Nous voulons toucher les garçons également car, en devenant père, ils pourront décider de ne pas exciser leur fille », précise Marion Schaefer, déléguée générale d'Excision, parlons-en ! D.M.